



**Allocution du Secrétaire général à la séance de l'Assemblée générale consacrée au financement du développement**

**New York, le 14 septembre 2005**

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs,

Ce dernier quart de siècle a été marqué par un recul spectaculaire de l'extrême pauvreté. Pourtant, comme beaucoup d'entre vous ne le savent que trop, la solidarité internationale est toujours très loin de répondre aux besoins.

Il y a cinq ans, ici à New York, les dirigeants politiques du monde entier ont pris l'engagement suivant dans la Déclaration du Millénaire, que je cite : « Nous ne ménagerons aucun effort pour délivrer nos semblables – hommes, femmes et enfants – de la misère, phénomène abject et déshumanisant ».

Il y a trois ans, à la Conférence internationale sur le financement du développement, nombre d'entre vous faisaient partie des gouvernants qui ont apporté leur appui au Consensus de Monterrey. Vous avez dit que votre objectif était d'éliminer la pauvreté, vous êtes inquiétés de ce que les ressources mobilisées étaient terriblement insuffisantes et vous avez souligné que votre volonté d'agir ensemble était plus forte que jamais.

D'importants progrès ont été accomplis vers la tenue de ces promesses et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. L'aide a nettement augmenté. L'Union européenne a fixé un calendrier qui mène à la réalisation en 2015 de l'objectif des 0,7 %. Les pays du G-8 sont convenus d'un allègement substantiel de la dette de plusieurs pays. De nouvelles idées prometteuses sont à l'étude, par exemple la Facilité de financement internationale. La qualité de la gouvernance et des politiques s'améliore rapidement dans la plupart des régions du monde. Nombreux sont les pays en développement dont le gouvernement investit dans la population, promeut la démocratie et l'état de droit, lutte contre la corruption et est heureux de prendre le secteur privé comme partenaire.

Pourtant, il reste encore énormément de misère accumulée. La tâche à laquelle nous devons maintenant nous atteler est de passer des conquêtes de ces dernières années à un pacte pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, dans l'esprit du Consensus de Monterrey.

Au niveau des pays, cela signifie que l'État doit pratiquer une bonne gouvernance et mobiliser les ressources nationales. En outre, il faut absolument qu'il élabore des stratégies suffisamment ambitieuses

pour lui permettre d'atteindre d'importants objectifs de développement, dont bien sûr les objectifs du Millénaire.

Quant à la communauté internationale, elle doit appuyer ces mesures par des réformes de grande envergure à l'échelle mondiale : elle doit augmenter et améliorer l'aide, adopter des politiques commerciales qui donnent leur chance aux pays en développement, investir davantage dans les pays les plus pauvres et ouvrir les institutions au monde en développement, pour que celui-ci puisse mieux se faire entendre. L'Assemblée générale et le Conseil économique et social doivent participer plus activement à l'action, en assurant le suivi des progrès accomplis, en proposant leurs conseils et, le cas échéant, en sonnant l'alarme. L'opinion publique mondiale jouera elle aussi un rôle capital dans l'accomplissement de cette mission.

Mesdames et Messieurs,

Le document adopté hier comme document final officiel de ce sommet ne répond pas à tous nos espoirs. Mais on peut dire, sans risque de se tromper, que ce sommet a réellement fait fonction de catalyseur pour les progrès en faveur du développement que nous appelions de nos vœux depuis bien des années.

Quels que soient les désaccords qui subsistent entre nous sur certaines questions, et même si d'autres – celles qui concernent le commerce, par exemple – appellent une poursuite du débat, nous avons fait de réels progrès dans le sens d'un allègement de la pauvreté extrême et insensée dont souffrent tant de personnes dans le monde.

La déclaration issue de ce sommet trace la voie vers un véritable partenariat mondial pour le développement. Elle consacre les principes de partage des tâches et de responsabilité mutuelle, qui constituent l'essence même du Consensus de Monterrey. Et elle incarne l'idée qui est au cœur même du processus, à savoir que chaque pays doit prendre en charge son propre développement.

Le monde attend de nous que nous fassions preuve de l'autorité voulue pour appliquer intégralement et sans retard les décisions liées au développement, prises à ce sommet. C'est une question de moralité, mais aussi de sécurité et d'intérêt bien compris. L'occasion nous est donnée de sauver des dizaines de millions de vies dans les 10 ans qui viennent et d'arracher des centaines de millions de personnes à la misère. Ne les décevons pas.

Je vous remercie.